

Burundi: trois personnes tuées dans l'attaque d'un bar de Bujumbura

@rib News, 03/11/2019 Source AFP Trois personnes ont été tuées et trois blessées vendredi soir au cours d'une attaque dans un bar de Bujumbura par un groupe armé non identifié, a-t-on appris samedi auprès de proches des victimes et de la police burundaise.

"Une voiture (...) est introduite dans l'enceinte du bar 'Chez Gilbert' du quartier Rohero hier vers 21h00 locales (19h00 GMT), des hommes armés en sont sortis, ils ont lancé une grenade puis se sont mis à tirer sur les clients", a expliqué à l'AFP sous couvert d'anonymat un proche d'une des victimes. "Trois personnes ont été tuées et trois ont été blessées, dont deux très grièvement", selon la même source. Les victimes ont été touchées par des éclats de grenade, selon leurs proches. Le porte-parole adjoint de la police du Burundi, Moïse Nkurunziza, a confirmé à la presse cette attaque samedi, en attribuant à "des malfaiteurs non encore identifiés munis d'un fusil et en assurant que l'enquête avait "commencé immédiatement" en vue de retrouver ces criminels. Rohero, au cœur de Bujumbura, est un quartier qui regroupe les principales administrations du Burundi ainsi que des habitations aisées. Il s'agit de la première attaque dans un bar de Bujumbura après une accalmie qui aura duré plus de deux ans. Plusieurs attaques du genre, qualifiées de "terroristes" par le pouvoir, avaient ensanglanté la ville et le pays après la crise de 2015, née de la démission du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat qu'il a obtenu en juillet de la même année. "Il s'agit d'une attaque terroriste car les assaillants voulaient apparemment faire le plus de victimes possible, sans rien voler, (...), nous pensons que cet acte a été commis par nos ennemis qui veulent montrer qu'il y a un insécurité au Burundi à moins de sept mois de la présidentielle de 2020", a estimé Moïse Nkurunziza. Il a dit craindre la multiplication d'actes de violence à l'approche de ce scrutin crucial, auquel le chef de l'État a déjà affirmé qu'il ne se représenterait pas malgré une nouvelle Constitution contestée adoptée en 2018, et qui le lui permet. Le régime burundais et l'opposition se sont toujours rejetés la responsabilité de ces crimes qui ne sont jamais revendiqués et dont les auteurs ne sont jamais arrêtés.